

TRUMPOCALYPSE

(Série d'articles parus dans la revue ASR (anarcho syndicalist review), fin décembre 2016, avant l'investiture de Trump)



★
EDITO

Bien qu'il ait perdu les élections, Donald Trump prendra ses fonctions de président des Etats-Unis le 20 janvier.

Seulement un peu plus de 25% des votants admissibles ont voté pour Trump ou Hillary Clinton, autour de 47% n'ont pas voté, et 3% ont voté pour un 3^{ème} parti.

Clinton (une politicienne de droite, avec un long passé de va-t-en-guerre, d'incarcération de masse, de destruction environnementale et de politiques économiques néolibérales) a obtenu 2,7 millions de votes de plus que Trump.

Les sondages de sortie des urnes et les référendums montrent que la majorité des votants sont plus à gauche que chacun des deux partis. Les votants dans plusieurs états ont évoqué le salaire minimum, la légalisation de la marijuana (ce qui n'empêchera pas les fédéraux de jeter les fumeurs d'herbe en prison), et qu'ils rejetaient les mesures qui suppriment des emplois.

Pourquoi, alors, Trump a-t-il gagné la présidence (bien qu'il ait obtenu moins de votes) ? Pour la même raison que les deux chambres du Congrès sont dominées par les Républicains alors que les Démocrates (dans leur ensemble) ont obtenu plus de votes. Il s'agit en grosse partie

d'un artéfact du remaniement arbitraire des circonscriptions et donc des voix, dans des districts spécifiques et enclavés dans des collèges électoraux désignés pour garantir que le peuple, écœuré, ne puisse mettre fin à son asservissement. Ce qui a aussi contribué à cet état de fait est un barrage de lois visant à supprimer des électeurs potentiels, qui ont empêché des millions de personnes de voter. Dans le Wisconsin, par exemple, 10 fois plus de votants ont été privés de leurs droits dans les dernières années, ce qui a assuré à Trump sa marge de victoire.¹

Alors que les commentateurs accusent les travailleurs blancs d'avoir fait gagner Trump, les enquêtes à la sortie des bureaux de vote montrent que Clinton a attiré les votes des personnes gagnant moins de 50 000\$ par an (*ndt*: environ 46300 €), et Trump les votes de ceux qui gagnent au-delà.

Mais un grand nombre des deux catégories sont restés chez eux, ne voulant soutenir aucun des deux millionnaires en lice.

Depuis l'élection, nous avons vu plusieurs vagues de manifestations, des appels à la grève générale pour le jour de l'investiture (bien qu'aucun syndicat majoritaire n'ait soutenu ces appels), nous avons aussi assisté à la nomination de millionnaires et de porte-flingues de la droite dans l'administration Trump, y compris un climato sceptique à la tête de l'agence de la protection environnementale, un bigot anti-droits civiques nommé ministre de la (in-)justice, un magnat du fast-food opposé aux salaires minimum obtient le portefeuille du Travail², le Commerce est confié au responsable de la mort des mineurs de Sago Mine³, et une fanatique des écoles privées sans aucune expérience d'enseignement hérite de l'Éducation, etc...

Trump envoie ainsi le message clair qu'il entend mener une attaque généralisée contre l'environnement, les droits des travailleurs, des femmes, des minorités, et sur notre capacité même à survivre en tant qu'espèce.

Bien que ce soit vrai, ce n'est pas suffisant de dire que la majorité de la population n'a aucune illusion sur le fait qu'un parti politique puisse servir son intérêt. La vraie question est : que va-t-elle faire ? Pouvons-nous bâtir un mouvement inspiré d'une vision d'un monde tel qu'il pourrait être, avec la volonté de le faire advenir ?

Nous demandons à nos lecteurs de réfléchir à ce challenge.

★
LA TRAGÉDIE DE TRUMP
(par Jeff Stein)

La démocratie est un *Bien Commun*⁴. L'élection de Donald Trump est l'aboutissement logique du processus moderne d'accaparement du bien commun. Le 20^{ème} siècle a été marqué par la lutte entre les capitalistes, les travailleurs et les libéraux pour recréer des *communs* : les pensions retraites, la couverture de santé universelle, l'éducation publique, les parcs nationaux et les espaces sauvages, les allocations chômage et familiales, la protection de l'environnement pour la qualité de l'air et de l'eau, et les infrastructures publiques.

¹ Depuis quelques années aux Etats-Unis, des lois ont été mises en places pour rendre plus difficile l'accès au droit de vote, notamment pour les tranches de la société les plus précaires : pauvres, Noirs, habitants des banlieues... Par exemple, pour voter, il faut produire des papiers d'identité, alors que certaines personnes n'ont pas les moyens d'en faire, n'ont pas le permis de conduire (pour des raisons financières), ou n'ont pas d'acte de naissance car ne sont pas nées à l'hôpital. De plus, comme on l'a vu en 2000 en Floride, le système des cartes de vote à trous induit de nombreuses erreurs dans le comptage des voix. (*NDLT pour cette note et les suivantes*)

² Au final, devant les pressions et les protestations publiques, il n'a pas été nommé.

³ Explosion en 2006 dans une mine de charbon. 12 mineurs ont été piégés pendant 2 jours, un seul a survécu.

⁴ Cette notion de « Commons » en anglais renvoie aux biens communs, des activités organisées collectivement par une communauté selon un mode de gestion qu'elle définit elle-même afin de gérer, valoriser et protéger des ressources. Ces ressources peuvent être matérielles ou immatérielles, culturelles ou naturelles et sont accessibles à tous les membres d'une société.

Les *Communs* n'étaient pas une chose nouvelle. Avant la révolution industrielle, les communautés locales réservaient des espaces communs pour les pâturages, la collecte de l'eau et du bois de chauffage, la chasse, la pêche, et ceci pouvait être considéré comme une aide aux familles dont les revenus étaient les plus faibles. Avec le développement du capitalisme, ces espaces ont été divisés et vendus (ou bradés par les gouvernements aux capitalistes).

A cette époque comme maintenant, cet accaparement était justifié aux motifs que le capitalisme allait permettre une utilisation plus efficace des ressources naturelles, dont les bénéfiques allaient retomber comme par magie sur les plus pauvres, les produits devenant moins chers.

Le fait que les populations rurales pauvres se sont pourtant retrouvées sans revenus pour acheter ces « biens bon marché », et ont été contraintes d'émigrer vers les villes et leurs « usines infernales », n'a jamais été un souci...

Pourtant, ce sont des cendres des *Communs* que sont nés les mouvements de gauche et syndicalistes (y compris l'anarcho-syndicalisme) qui ont contre-attaqué.

Menacé par la révolution sociale et par leurs propres excès, les capitalistes ont cédé du terrain et les *Communs* modernes sont nés. Mais le capitalisme reste le capitalisme... Les biens communs bénéficient aux capitalistes s'ils peuvent les contrôler et en tirer profit.

La privatisation a été recommandée comme solution à ce qu'on a appelé « la tragédie des Communs » (La tragédie en question était que les ressources étaient utilisées pour le bien commun au lieu de remplir les poches des 1% des familles cupides tout en haut de la pyramide économique.)

En tant que militant écologiste et syndicaliste, je suis toujours attentif quand j'entends à la radio le terme de « tragédie des biens communs ». L'expression a été inventée par L'écologue Garrett Hardin en référence au fait que des ressources communes non régulées ont tendance à être surexploitées. Selon Hardin, le processus d'accaparement était nécessaire pour préserver l'environnement, car le bénéfice d'une surexploitation du bien commun revient à un individu mais son coût est partagé par tous, donc les individus n'auraient aucune motivation pour préserver le bien commun. Par contre, si la ressource appartient à un individu ou une famille, cette personne a un intérêt à prendre soin de la ressource, pour continuer à en bénéficier, lui et ses descendants.

J'ai décidé d'écrire un contre argumentaire anarchiste de la théorie de Hardin, et plus je me documentais, plus je réalisais que l'argumentaire de Hardin tombait de lui-même parce qu'il avait profondément mal compris la nature même du capitalisme.

Les capitalistes ne sont pas de petits fermiers cultivant ou élevant pour leur propre subsistance, mais des investisseurs qui font du profit en tirant le plus haut prix de leurs ressources en les mettant sur le marché. Les marchés sont comme les biens communs : si les marchés sont dérégularisés, les capitalistes du bien privé tendent à un phénomène de « tragédie des communs » en surexploitant leurs ressources. C'est à dire investir dans une ressource, l'épuiser complètement, et l'abandonner pour une nouvelle opportunité de faire du profit, pourquoi pas dans un autre pays.

Le but est de faire croître son capital, et non de sauver des communautés, des fermes ou des usines, ni non plus l'environnement, ni même le marché lui-même ! Chaque capitaliste est inconscient du poids des coûts endurés par d'autres que lui-même.

La « tragédie des biens communs » de Hardin est « la tragédie des marchés ». La seule façon d'éviter la tragédie des communs est de « rationner », de mettre des limites sur ce que les individus peuvent faire dans l'espace commun.

Depuis la montée du Reaganisme au sein du parti Républicain, et du Clintonisme chez les Démocrates, l'establishment capitaliste a engagé une nouvelle action pour diviser encore les biens communs et les vendre aux plus offrants.

Il est normal que ce mouvement d'accaparement des biens communs ait fini par englober les deux partis et le gouvernement lui-même.

La démocratie a été lentement mais régulièrement grignotée. Les partis sont à vendre, les candidats et les élections elles-mêmes sont à vendre, et au final, c'est un milliardaire qui a acheté son ticket pour le pouvoir.

Depuis qu'il a été « élu » dans un concours truqué dans lequel de nombreux électeurs se voient refuser le droit de vote sur la base de leur « race », leur lieu d'habitation ou leur âge (*voir note 1*) le « président élu » Trump a clairement signifié que son gouvernement était prêt à faire affaires.

La démocratie a été privatisée. Il a vendu son gouvernement à la droite du parti républicain, a nommé des milliardaires et des généraux autoritaires au sein de son cabinet politique, et a refusé de renoncer à ses intérêts financiers, ni même de révéler leur nature. Où commencent et finissent le président Trump et les sociétés Trump, personne ne le sait.

Nous pouvons nous attendre à un niveau de corruption sans précédent, même pour des républiques bananières, dans le sens où il sera soutenu par l'empire militaire et entrepreneurial le plus puissant que le monde ait jamais connu. L'heure de la « tragédie de la Démocratie » a sonné.

★

APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

(Par Wayne Price)

Il y a eu plusieurs types de réactions à l'élection de Trump, à gauche (par « élection de Trump », j'inclus aussi le renouvellement de la domination Républicaine sur les deux chambres du Congrès – et bientôt sur la cour Suprême – ainsi que la plupart des gouverneurs et des États fédéraux). Une des réactions est particulièrement optimiste : il y a eu tant de mauvaises présidences, qui ont fait de terribles choses, et pourtant nous avons survécu. Vu mon âge, j'ai connu les règnes particulièrement néfastes de Nixon, Reagan, et Georges W. Bush, et pourtant la république est toujours là, et il en sera de même après 4 ans de Trump, donc l'argument est recevable.

D'un autre côté, beaucoup à Gauche s'attendent à un désastre de la présidence Trump et de la suprématie républicaine. En ce qui me concerne, Trump est un être ignoble et méprisable que la plupart des honnêtes gens ne souhaiteraient pas présenter à leur famille. Sa politique est réactionnaire, il est ignorant et incompétent. Ces failles entraîneront des catastrophes économiques et écologiques, et une répression autoritaire et fascisante. Donc l'argument est recevable aussi.

L'ancien président Obama, Hillary Clinton et les autres leaders Démocrates semblent approuver le scénario le plus optimiste. Ils exhortent la population à « donner une chance à Trump », à rester ouvert d'esprit, à espérer que Trump devienne un politicien « pragmatique » au lieu d'un idéologue. Les Démocrates au congrès sont priés de trouver des terrains d'entente avec Trump, comme le développement des infrastructures. On leur dit de ne pas être négatif et dans l'opposition, finalement l'attitude pour laquelle avaient opté les Républicains avec Obama !

Ce point de vue (relativement) optimiste pourrait être un déni de ce qu'est la vraie nature de Trump, comme l'a démontré la nomination de Steven Bannon comme « haut conseiller et chef de la stratégie » de la Maison Blanche. Bannon est un antisémite notoire et un défenseur de la suprématie de la race blanche. Cela ne signifie pas nécessairement que Trump est antisémite ou partisan de la suprématie de la race blanche (il est conseillé également par son gendre Juif), mais cela signifie à minima que l'antisémitisme et la suprématie blanche ne le dérangent en rien.

La vision optimiste tend à ignorer le programme réactionnaire conçu de longue date par le parti Républicain, et qui peut désormais être massivement traduit en lois sans craindre de veto présidentiel.

La perspective catastrophiste est certainement exagérée. Trump n'est pas un fasciste, même s'il est proche des fascistes. Il y a des éléments fascistes dans sa politique, et il a ouvert la porte à l'extrême droite au plus haut niveau d'un parti politique majeur. Mais Trump ne souhaite pas renverser la démocratie représentative capitaliste, annuler les élections et rendre hors la loi les partis. Ce n'est pas ce que veulent non plus la majorité de ses électeurs, ni

l'essentiel du parti Républicain, ni le reste de la population qui n'a pas voté pour lui, et c'est encore moins le souhait de la classe capitaliste (dont la majorité ne l'a pas soutenu lors des élections)

Ce qui est faux dans ces deux perspectives (et dans beaucoup d'autres), c'est qu'elles négligent les crises systémiques auxquelles le système politique réagit. Qui que soit le président, l'économie continuera à stagner, les inégalités augmenteront, et nous nous acheminerons vers un nouveau crash boursier.

Quel que soit le parti politique dominant, le déclin écologique empirera et le réchauffement climatique continuera. Pendant que Trump nie tout changement climatique, les Démocrates admettent qu'il existe mais préconisent des programmes inadéquats pour le stopper.

Trump a promis de créer de bons emplois dans la « Rust Belt »⁵ du Midwest et les bassins houillers du sud-est. Mais ni lui, ni Clinton ni même Sanders ne peuvent faire ça.

Dans l'actuelle tourmente politique qui agite les Etats-Unis, un élément majeur a été pour le moment absent. À savoir, une force de gauche militante qui appelle la classe ouvrière blanche ainsi que tous les opprimés et exploités, pour construire une coalition de tous ceux qui souffrent et sont exclus, pour combattre leur vrai ennemi, la classe capitaliste, les riches au pouvoir. L'objectif principal de la politique capitaliste est d'empêcher les travailleurs de prendre conscience de leur vrai pouvoir, de faire en sorte que des tranches de la classe ouvrière se battent entre elles et fassent alliance avec des fractions de la classe dominante.

L'argumentation fondamentale des militants radicaux est de dire que les problèmes sont causés uniquement *en second lieu* par les politiciens ; c'est le système social lui-même qui cause nos problèmes. Les souffrances de masse, les inégalités, la pauvreté, la guerre et le déséquilibre écologique ne peuvent être évités en changeant les politiciens mais en changeant le système.

Non que nous puissions prédire précisément quand viendra le prochain crash économique ainsi que sa gravité, et de quelle façon inadéquate les politiciens (Républicains ou Démocrates) y réagiront. Nous n'avons pas de boule de cristal. Mais nous savons que des temps sombres sont devant nous et que les politiciens capitalistes n'ont aucune réponse à cela.

En revanche, les communistes libertaires et révolutionnaires se tournent vers ceux qui résisteront sûrement aux attaques faites à leurs libertés, leurs droits civiques, leurs gagne-pains, et le futur de leurs enfants.

Les manifestations d'ampleur nationale contre Trump ont été un signe positif de ce qui se profile. Elles font suite aux manifestations du Black Lives Matter⁶, du mouvement pour les 15\$/h de salaire minimum, la mobilisation des salariés des fast-foods, les mouvements écologistes, la résistance des femmes pour le droit à l'avortement, les blocus des Native Americans⁷, les victoires des militants LGBT, ainsi que les luttes encore en cours...

Peut-être même que les soutiens de Trump se tourneront contre lui, quand il sera incapable de tenir ses promesses de meilleurs emplois et de couverture de santé.

Le danger est que cette lutte nouvelle et massive soit rapidement canalisée, encore une fois, au sein du parti Démocrate, où se sont échoués encore et encore nombre de mouvements de masse. On nous dit déjà de s'en remettre aux sénateurs démocrates pour mener l'opposition. Les leaders syndicaux vont pousser à l'alliance avec les démocrates, tout comme les dirigeants libéraux de la communauté afro-américaine, les mouvements LGBT, les lobbyistes écologistes, les féministes, et d'autres mouvements d'opprimés.

L'aile Sanders-Warren du parti essaiera de mener un mouvement dans l'arène électorale et le piège démocratique.

Nous, anarchistes et communistes révolutionnaires anti-autoritaires, nous devons nous organiser pour travailler avec tous les mouvements possibles, pour construire des mouvements populaires en dehors des impasses électorales. Nous devons militer dans des syndicats qui prônent un syndicalisme démocratique et militant, participer aux processus d'organisations

⁵ Ancienne région industrielle désormais économiquement sinistrée

⁶ Mouvement militant afro-américain qui se mobilise contre la violence ainsi que le racisme systémique envers les Noirs, en particulier contre les brutalités policières

⁷ Mouvement de résistance des indiens pour la reconnaissance de leurs droits en tant primo-habitants du continent, du génocide, de la répression et de la spoliation de terres dont ils ont été et sont encore victimes.

communautaires, rejoindre tout développement de résistance et rébellion, en prônant toujours le militantisme, la démocratie radicale, et une vision révolutionnaire.

LES TENDANCES DE LA TRUMPOCALYPSE

L'ascension de Trump, et surtout celle des mouvements d'extrême droite autour de lui, soulève quelques questions sur la nature de l'« Apocalypse Trump », et son lien avec le populisme de droite et le fascisme. La question se pose maintenant de savoir si le fascisme existe sous une quelconque forme aux USA en ce moment. La teneur de certaines de ses premières décisions semble le confirmer, mais puisqu'il s'agit du début de son régime, il est trop tôt pour se permettre des conclusions hâtives et simplistes.

Le fascisme fait référence à une forme unique, une forme la plus extrême de l'ordre bourgeois. Sous le fascisme, la bourgeoisie renonce à une partie de son contrôle au profit de troupes de choc⁸ et perd son habituelle emprise sur les mécanismes de la démocratie libérale. Le grand capital veut que le fascisme fasse le sale boulot à sa place.

A travers le fascisme, le capital de la finance rassemble tous les organes et institutions de l'État : écoles, presse, municipalités, et non seulement l'exécutif. Les mouvements de travailleurs sont écrasés. Fondamentalement, le fascisme est un mouvement armé qui utilise la violence extrême contre la Gauche.

Certains suggèrent que « populisme » est un terme plus adéquat en ce moment. Mais pourtant il y a un problème à utiliser le terme de « populisme » pour décrire les mouvements d'extrême droite actuels. La notion centriste de « populisme » met sur un pied d'égalité gauche et droite. Les deux sont assimilées ensemble comme anti-libérales, contre le profit etc..., et par conséquent elles sont toutes les deux mauvaises.

Ces notions véhiculées par les centristes s'apparentent aux premières interprétations dans l'analyse du totalitarisme, comme dans le travail d'Hannah Arendt, par exemple. Le président Roosevelt était considéré comme un fasciste par certains communistes, qui appelaient aussi Hitler « un phénomène passager », voué à être suivi ensuite par une révolution prolétarienne victorieuse.

En même temps, nous avons le « trumpisme », hostile à l'urbanisme, au rationalisme et à la primauté des métropoles. C'est un mouvement proto-fasciste. Il s'agit d'une dynamique qui propose une « purification » de la société, une anthropologie nouvelle qui recréerait l'homme, à l'instar des théories fascistes.

Il y a une réelle tendance à sous-estimer les mouvements de chemises brunes contemporains aux USA. Certains commentateurs ont l'air de supposer que les fascistes vivent dans des bunkers dans le désert et ne sont en réalité guère plus que d'étranges survivalistes⁹. C'est un dangereux contre-sens. Les fascistes, -et grâce à la campagne de Trump on peut le voir, ont clairement fait surface.

LE ROLE DE TRUMP DANS L'INFRASTRUCTURE FASCISTE

Trump représente la branche « bâtiment » de Wall Street. Il va superviser un régime de construction d'infrastructures, en particulier d'infrastructures fascistes. C'est à dire des infrastructures de répression telles que les prisons et les systèmes de surveillance. Sa campagne le disait : ce sera un régime dédié au bâtiment avec la construction de prisons, de centres de détention. Il apportera son aide aux banques et aux industries du bâtiment.

Trump a laissé comprendre qu'il y aura des exonérations d'impôts pour les entreprises qui rapatrieraient leurs capitaux. Même un impôt de 1% permettrait le financement d'infrastructures fascistes avec des emprunts bancaires garantis par l'état.

Trump récompensera sa base grâce aux infrastructures de répression et grâce aux infrastructures physiques (routes, ponts, aéroports). Cela aidera le Midwest et la Rust Belt (*voir note 5*) et renforcera la base blanche nationaliste et sa rhétorique. Trump représente une

⁸ Le terme « Shock troop » fait référence à des troupes d'assaut faites pour percer les lignes ennemies.

⁹ Aux USA, les survivalistes sont des personnes qui se préparent à des catastrophes (explosions atomiques, cataclysme naturel etc) en construisant des abris, en s'entraînant aux pratiques de survie etc.

version réchauffée des politiques économiques Reaganiennes. Son projet incarne le rêve des banquiers d'affaires.

Le comité national démocrate¹⁰ soutiendra son agenda dans la mesure où il bénéficiera à Wall Street, comme en ce qui concerne les dépenses en infrastructures et les réductions d'impôts pour les gardes d'enfant.

Sanders, Warren, Chuck Schumer¹¹ et le AFL-CIO¹² ont tous dit qu'ils pourraient travailler avec Trump. Cela intronisera Trump comme le négociateur qui fait des choses concrètes et peut travailler avec tout le monde (selon ses propres termes), comme il l'a dit tout au long de la campagne. Les Démocrates n'en retireront aucun bénéfice.

Cela soulève la nécessité urgente pour les travailleurs de s'organiser dans les industries d'infrastructures. Pour le moment, trop de syndicats dans ces industries ne sont que des syndicats créés par le patronat pour servir leurs intérêts avec des pratiques loin d'être avant-gardistes.

Le populisme d'extrême-droite contemporain, le Trumpisme, est quelque chose comme une coalition de 1% des personnes de toutes classes qui sont exclues du système social, déclassées. Ceux qui soutiennent Trump ne sont pas les plus opprimés, comme on le suppose souvent. Au contraire, ils sont ceux qui craignent de perdre la place qu'ils occupent dans la structure sociale, qui craignent la précarité et le déclin économique (la fameuse « disparition de la classe moyenne »).

Il y a des mouvements populistes de droite importants à travers l'Europe et l'Amérique latine en ce moment. Il y a aussi des organisations fascistes, mais elles sont petites et n'ont pas de connexions significatives avec le Capital ou les États au pouvoir. Le grand capital ne soutient pas vraiment ces groupes fascistes.

La principale revendication de l'extrême droite actuelle est l'anti-globalisation, or le grand capital souhaite la globalisation. Les phobies sociales trouvent refuge dans les partis d'extrême droite : le nationalisme, mais pas la globalisation. Le 1% se préoccupe peu de cela. Il veut l'immigration, par exemple, pour que les salaires continuent à baisser tandis que la compétition sur le marché du travail continue à augmenter.

Le fascisme historique a émergé face à un marché mondial en implosion. Certains pourraient suggérer que le capital n'a pas besoin du fascisme aujourd'hui puisqu'il n'y a pas de mouvement de la classe ouvrière de gauche assez important, et que le marché n'est pas en train d'imploser.

Pourtant nous pouvons voir les signes d'une réponse dans les luttes sociales actuelles, en particulier à propos de l'exploitation des sources d'énergie

Comme exemple instructif, nous pouvons prendre la militarisation de la police à Standing Rock. Est-ce que les mobilisations contre l'exploitation des énergies ne seraient-elles pas utilisées comme prétexte par le Capital pour mobiliser les fascistes, dans la période que nous vivons ? La militarisation s'est déjà produite au Canada. Plus les enjeux seront importants, plus la militarisation va se développer. Pour le moment, elle n'a pas encore donné lieu à des milices civiles de droite attaquant les populations indigènes qui défendent leurs terres, mais des exemples individuels suggèrent que ça pourrait arriver.

QUAND LES RÉFORMES ÉCHOUENT

Le populisme d'extrême droite est ce que vous obtenez quand les réformes sociales ou la démocratie sociale échoue. Aujourd'hui, il n'y a pas de mouvement important de la classe ouvrière à gauche. Les printemps arabes, les Indignés espagnols et le mouvement Occupy Wall Street sont des exemples récents de mouvements de masse qui défient les élites et le néolibéralisme. Il y a eu un virage sévère à droite depuis le déclin de ces mouvements, représenté par Trump, Modi¹³, UKIP¹⁴, et le Front National en France. L'extrême droite a relevé

¹⁰ Organisme politique américain chargé de diriger le Parti démocrate au niveau national

¹¹ Leaders du parti démocrate

¹² Plus grande fédération de syndicats aux États-Unis

¹³ Narendra Modi, premier ministre de l'Inde, membre du parti nationaliste Bharatiya Janata Party

¹⁴ Parti pour l'autonomie du Royaume-Uni, anti-immigration, qui a fait beaucoup parler de lui pendant la campagne du Brexit

le défi là où la gauche a échoué. La gauche a même abandonné les problématiques sociales qui étaient son domaine d'expertise.

Il n'y a plus de mouvement de gauche contre les accords de commerce global. Alors qu'il y a eu des oppositions verbales contre le CETA¹⁵ et le TPP¹⁶, il n'y eut rien de similaires avec les mouvements populaires contre l'ALÉNA¹⁷ dans les années 80 et au début des années 90, contre l'OMC à Seattle en 1999 ou contre le ZLÉA¹⁸ à Québec en 2001. Il n'y a pas eu non plus de mouvement de grande envergure contre aucun des plus petits traités qui ont été signés ces dernières années. Et cela, uniquement en terme de manifestations, sans parler de mobilisation et d'organisation sur les lieux de travail et dans les quartiers.

Cela a été un défi organisationnel. La Gauche dans le monde occidental a très peu œuvré dans le sens des infrastructures matérielles de subsistance et de résistance du monde réel. Malheureusement, l'extrême droite est venue occuper ce territoire abandonné. Des Mégaglyphes¹⁹ ont fourni des centres autour desquels les banlieues tentaculaires peuvent se développer. Elles apportent une vie de communauté. Les mouvements de gauche ont eu ce rôle par le passé mais ne le font plus.

Les syndicats fonctionnent comme de petites entreprises, sans idéologie contestataire. Ils ne font que de l'offre de service aux travailleurs, contre argent. Ils négocient les contrats et les revendications. C'est une version standardisée du syndicalisme. Il n'y a plus aucune racine ouvrière dans ces syndicats majoritaires. Les organisations de travailleurs sont devenues clientélistes. Elles n'organisent plus les travailleurs, et préfèrent à la place se concentrer sur les négociations de contrat. La chose qui s'apparente le plus à de la mobilisation sont leurs campagnes d'appel au vote.

LE POPULISME NÉOLIBÉRAL AUJOURD'HUI

La période actuelle est peut-être plus proche de celle du populisme néolibéral des années 70. La gauche, dans les années 70, était marquée par 3 différentes tendances. La première était la sociale démocratie de l'État providence, la seconde était la promotion de la lutte des classes. La troisième était le déni de la notion de classe (post-modernisme). Le néolibéralisme recherchait un déplacement d'une vision de classes vers une notion de citoyen payant ses impôts contre les élites. Les élites corrompues étaient entendues non comme membres du capital ou comme politiciens mais comme des bureaucrates ou des syndicats s'inscrivant dans un cadre néolibéral, La libération individuelle était considérée comme un aboutissement. Le populisme néolibéral cherchait à ce que l'État providence et les leaders syndicaux, mais pas forcément le capital, lui fichent la paix. Cet objectif était censé permettre à quiconque de gagner au petit jeu du marché. C'était le point de vue épousé par Reagan et Thatcher. Après quelques années, on s'est progressivement rendu compte que le jeu du marché produisait surtout des perdants, et que ces perdants étaient les travailleurs. Au moment où ce constat s'est établi, il n'y avait aucune probabilité de revenir à l'État providence, que les néo-libéraux avaient transformé en un État carcéral où l'aide sociale était conditionnée à l'obligation de travailler. La mondialisation capitaliste a contourné ou détruit les syndicats, décimé des communautés, et divisé les travailleurs. Maintenant, le néolibéralisme est impopulaire, et l'État providence n'est pas à l'ordre du jour. La gauche ne peut pas donner de réalité à l'espoir de la faire revenir. Le populisme de droite garde en son centre l'individualisme acharné du populisme néolibéral, mais doit aussi maintenant se concentrer sur les banquiers sauvés de la faillite et le grand capital. Il doit s'occuper des entreprises profiteuses autant que de la protection sociale. Sans surprise, le populisme de droite prête moins d'attention aux entreprises profiteuses, étant donné que nombre de leurs dirigeants font partie des sphères du pouvoir.

¹⁵ Traité international de libre échange entre l'Europe et le Canada

¹⁶ Traité de libre échange transpacifique (dont Trump a désengagé les USA en janvier 2017)

¹⁷ Zone de libre échange sur tout le continent américain, du Canada jusqu'en Amérique du sud

¹⁸ Projet visant à remplacer l'ALÉNA

¹⁹ Églises géantes, en général évangéliques, pouvant accueillir de 2000 à même 10000 personnes

Le néolibéralisme a fait du soutien déraisonnable au capitalisme (un système qui détruit la planète), l'unique option possible pour cette même planète. Le populisme de droite a préféré faire croître une contre-révolution culturelle, plutôt que d'attaquer le système économique qui est le problème fondamental.

Le parti Démocrate affirme qu'ils peuvent être et seront de meilleurs dirigeants pour le capitalisme néolibéral. Ils affirment être plus efficaces et ainsi plus aptes à gérer l'injection de plus d'impôts dans un nombre restreint de programmes sociaux. Ils revendiquent aussi de représenter une base plus large. Cependant, le parti Démocrate, depuis 2008, et malgré une rhétorique optimiste, a été pro-Wall Street et pro-guerre, comme il l'a en fait toujours été. Ils n'offrent rien aux travailleurs, même dans le courant Sanders.

On ne discute pas avec le fascisme. Il faut le combattre directement. Et on ne peut pas combattre le pouvoir sans avoir rassemblé ses propres forces. Nous devons organiser des infrastructures de subsistance et de résistance. Le syndicalisme et une approche militante sont cruciaux pour défier les structures des classes possédantes et du pouvoir. D'un côté il faut s'organiser contre les capitaux de développement. De l'autre côté, une approche syndicale écologiste peut relier les luttes contre les industries d'extraction néfastes et leurs infrastructures (comme les sables pétrolifères et les pipelines de bitume).

Les militants doivent s'intéresser à certains des électeurs de Trump. Ne pas le faire serait reproduire l'élitisme d'Hillary Clinton. En même temps, et c'est fondamental, ils doivent soutenir et défendre ceux qui sont les principales cibles du populisme de droite. Il y a un besoin pressant de trouver un terrain commun.

De vraies questions se posent sur la façon de susciter de vraies politiques progressistes aux Etats-Unis. Une des nécessités est de se reconcentrer sur les luttes locales, et travailler à les partager, avec leurs leçons, au niveau international.

Certains ont suggéré un « Tea party »²⁰ de gauche. C'est illusoire. Il n'y a pas d'équivalent de gauche aux Kochs et autres Coors qui établissent des structures à droite. La gauche n'a pas de vraie forme d'organisation ou de mouvement tel que le Tea Party. Le Tea Party était un mouvement réel, pas seulement une manipulation à des fins politiques. Il n'y a pas d'équivalent à gauche.

Une approche consiste à penser l'organisation de l'espace, surtout dans les villes. Le Trumpisme est une guerre contre les villes. Une guerre contre la diversité. Une guerre contre la primauté des métropoles. Les grandes villes sont des refuges pour les migrants, les homosexuels et les personnes transgenres, les femmes, les syndicats, la gauche. Les villes sont aussi un espace concret. Il pourrait y avoir une stratégie globale centrée sur les villes.

Les villes sont contrôlées par les promoteurs immobiliers. C'est pourquoi des luttes opposent l'aile « Trump » des industries du bâtiment, et les spéculateurs immobiliers. Les villes sont des centres importants à la fois de soutien et d'opposition. Ce sont d'importants foyers économiques. Il faut absolument s'organiser ville par ville. En même temps, il existe une faille historique de la gauche qui n'a jamais organisé les travailleurs dans les banlieues où ils vivent et travaillent souvent, mais qui a préféré se concentrer sur les centres-villes.

Enfin, quelque chose se doit d'être dit à propos des manifestations anti-Trump. Le Parti Républicain veut dresser un portrait de la classe ouvrière comme blanche et réactionnaire, mais les manifestations contre Trump sont des manifestations de travailleurs. Elles posent déjà la question de s'organiser à nouveau, au-delà des actions dans la rue.

★

²⁰ Mouvement hétéroclite de contestation très conservateur né sous la présidence Obama